

Paris, le 5 janvier 2024

Avis aux actionnaires du Compartiment LAUXERA HEALTHTECH

Chère Madame, cher Monsieur,

Vous êtes actionnaire de **LAUXERA HEALTHTECH** (action RE - ISIN : FR001400A6T0, action IE - ISIN : FR001400A6U8, action RU – ISIN : FR001400A6V6 et action IU – ISIN : FR001400A6W4), (ci-après « **le Compartiment** »), un compartiment de la SICAV PERGAM FUNDS gérée par PERGAM (ci-après la « Société de gestion ») agréée par l'Autorité des marchés financiers (ci-après « AMF ») sous le numéro GP 01-032 et nous vous remercions de la confiance que vous nous témoignez.

Quels changements vont intervenir sur votre Compartiment ?

Dans un souci d'amélioration permanente de son offre de produits et sur décision de la Société de gestion pour compte de tiers, PERGAM vous informe que le prospectus de votre Compartiment sera modifié.

- **Précisions concernant les modalités de prise en compte des critères extra-financiers**

La Société de Gestion a pris la décision de préciser la classification « article 8 du Règlement SFDR » pour l'ensemble des compartiments de la Sicav PERGAM FUNDS et a fait évoluer les modalités de prise en compte des critères extra financiers et harmonisé en conséquence pour l'ensemble des compartiments.

Ces modifications n'impactent pas la stratégie de votre OPC.

Le détail des modifications est disponible dans le tableau comparatif ci-après.

- **Création d'une nouvelle catégorie d'actions : Action CS dites « Clean Shares »**

Une nouvelle catégorie d'action sera créée, Actions CS, dites « Clean Shares » dont les caractéristiques seront les suivantes :

- Intitulé des nouvelles Actions : Action CSE (euro) et Action CSU (USD)
- Souscripteurs concernés :
souscripteurs «contrepartie éligible» au sens de la Directive 2004/39/ CE, souscripteurs «investisseur professionnel» au sens de l'article I de l'annexe II de la Directive 2014/65/CE, et tous souscripteurs dans le cadre de services de gestion sous mandat ou de conseil en investissement sur une base indépendante au sens de la Directive 2014/65/CE, pour lesquels les fournisseurs de ces services ne sont pas autorisés à accepter, en les conservant, des droits, commissions ou tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire payé ou accordé par la société de gestion ou le commercialisateur du compartiment (actions dites «clean shares»).
- Affectation des sommes distribuables : Capitalisation du résultat net et des plus-values nettes réalisées
- Montant minimum de souscription : 1ère souscription : 100 euros (ou USD) minimum
- Décimalisation des actions : 1/1000ème
- VL d'origine : 100 EUR (ou 100 USD)
- Commission de souscription non acquise à l'OPCVM : 2% maximum
- Frais de gestion financière - Actions CSE et CSU : 1,4% TTC maximum de l'actif net.

Ces modifications n'impactent pas la stratégie de votre OPC.

Le détail des modifications est disponible dans le tableau comparatif ci-après.

- **Modalités de tenue du passif : possibilité de détention au nominatif pur via le co-centralisateur IZNES**

Les actions de la SICAV pourront désormais, pour les investisseurs qui le requièrent, être détenues au nominatif pur. Les droits des actionnaires seront alors représentés par une inscription au sein du Dispositif d'Enregistrement Electronique Partagé (DEEP) IZNES.

Les souscriptions rachats seront dès lors centralisées soit auprès du dépositaire, soit auprès du co-centralisateur IZNES.

Ces modifications n'impactent pas la stratégie de votre OPC.

Le détail des modifications est disponible dans le tableau comparatif ci-après.

- **Montant minimum de 1ère souscription des actions de catégorie I**

Le montant minimum applicable pour la première souscription d'Actions de catégorie I est porté de 10.000 euros (ou USD) minimum à 50.000 euros (ou USD) minimum pour l'ensemble des compartiments.

Ces modifications n'impactent pas la stratégie de votre OPC.

Le détail des modifications est disponible dans le tableau comparatif ci-après.

- **Durée de placement recommandée**

S'agissant de la durée de placement recommandée, elle est portée à 5 ans, en cohérence avec l'objectif de gestion, la stratégie mise en œuvre et les indicateurs du Compartiment.

Ces modifications n'impactent pas la stratégie de votre OPC.

Caractéristiques comparées des compartiments de votre OPC (avant et après ces modifications) :

	Avant	Après
Régime juridique et politique d'investissement		
Objectif de gestion	<p>Dans le cadre d'une gestion discrétionnaire sur les marchés des actions internationales, l'objectif de gestion du compartiment Lauxera HealthTech est d'obtenir, sur la durée de placement recommandée de 7 ans, une performance annuelle nette de frais supérieure à celle de l'indice MSCI World Health Care Net Total Return (code Bloomberg : NDWUHC Index), en investissant dans des actions ou titres de fonds propres de sociétés internationales et de toutes tailles de capitalisation qui opèrent dans le secteur de la santé. L'actif est composé à hauteur de 90% minimum en actions.</p> <p>Le compartiment prend en compte les risques de durabilité et les caractéristiques ESG dans le cadre de sa procédure de sélection. Le</p>	<p>Dans le cadre d'une gestion discrétionnaire sur les marchés des actions internationales, l'objectif de gestion du compartiment Lauxera HealthTech est d'obtenir, sur la durée de placement recommandée de 5 ans, une performance annuelle nette de frais supérieure à celle de l'indice MSCI World Health Care Net Total Return (code Bloomberg : NDWUHC Index), en investissant dans des actions ou titres de fonds propres de sociétés internationales et de toutes tailles de capitalisation qui opèrent dans le secteur de la santé. L'actif est composé à hauteur de 90% minimum en actions.</p> <p>Cet objectif est associé à une démarche de nature extra- financière, intégrant la prise en compte de critères</p>

	compartiment ne poursuit pas un objectif d'investissement durable, il fait uniquement la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales au sens de l'article 8 du Règlement SFDR.	environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). L'objectif extra-financier du compartiment est conforme aux dispositions de l'article 8 du Règlement SFDR.
Information concernant la prise en compte de caractéristiques ESG dans le cadre de sa procédure de sélection	<p>PERGAM intègre l'analyse ESG (Environnementaux et/ou Sociaux et/ou de Gouvernance) aux côtés de l'analyse financière conventionnelle pour identifier les risques de durabilité des émetteurs dans l'univers d'investissement.</p> <p>L'univers d'investissement initial comprend les valeurs appartenant aux indices MSCI World Health Care Net Total Return (code Bloomberg : NDWUHC Index) et Russell 3000 Health Care Total Return code Bloomberg : RGUSHR Index).</p> <p>PERGAM a mis en place une politique d'exclusion des émetteurs qui réalisent plus de 20% de leur chiffre d'affaires (direct ou indirect) dans les secteurs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tabac 2. Pornographie 3. Charbon 4. Armement Conformément à la loi, les entreprises qui sont impliquées dans la fabrication ou le commerce des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions (exclusions consécutives à la ratification par la France des traités d'Ottawa de 1997 et d'Oslo de 2008) ainsi que des armes chimiques, biologiques et à uranium appauvri sont également exclues. <p>PERGAM exclut par ailleurs du champ d'investissement les entreprises les plus controversées (controverse de niveau 5 par Sustainalytics par exemple) dans le cadre de sa sélection des notations ESG des entreprises. Le suivi des controverses est également réalisé en permanence sur les valeurs du portefeuille. Des exemples illustratifs sont présentés ci-dessous.</p>	<p>PERGAM intègre l'analyse ESG (Environnementaux et/ou Sociaux et/ou de Gouvernance) aux côtés de l'analyse financière conventionnelle pour identifier les risques de durabilité des émetteurs dans l'univers d'investissement.</p> <p>L'univers d'investissement initial comprend les valeurs appartenant aux indices MSCI World Health Care Net Total Return (code Bloomberg : NDWUHC Index) et Russell 3000 Health Care Total Return code Bloomberg : RGUSHR Index).</p> <p>Le taux d'analyse extra-financière du compartiment est supérieur à 90%. Ce taux s'entend à l'exclusion des obligations et autres titres de créance émis par des émetteurs publics ou quasi publics, des dérivés de couverture, et des liquidités détenues à titre accessoire.</p> <p>PERGAM a mis en place une méthodologie interne pour l'évaluation des opportunités et des risques ESG au niveau de chaque émetteur. Le modèle d'analyse ESG propriétaire s'appuie sur les données externes fournies par des prestataires spécialisés dans l'évaluation et le suivi des pratiques ESG. PERGAM a défini des critères ESG communs à l'ensemble des émetteurs cotés quel que soit le pays et le secteur d'activité de l'émetteur. A ces critères obligatoires, PERGAM peut au cas par cas ajouter des indicateurs qui lui semblent importants selon les émetteurs. Les indicateurs appliqués au compartiment sont disponibles dans le document précontractuel.</p> <p>PERGAM applique également un filtre d'exclusions, sectorielles et normatives, conformément à sa politique</p>

	<p>Les détails relatifs à la politique d'exclusion de la société de gestion contenant plus de précisions sur les seuils d'intégration et d'exclusion ESG sont disponibles sur www.pergam.net</p> <p>La sélection repose sur les notations ESG fournies par un fournisseur de données externes qui, à l'échelle des entreprises, va évaluer les efforts des entreprises pour traiter les problèmes liés aux critères attachés à son industrie d'appartenance. Les controverses rassemblent un ensemble d'incidents de nature E, S ou G pouvant avoir un impact négatif sur la valeur de l'entreprise. Sustainalytics, par exemple, note les controverses de 0 à 5, 5 étant le niveau de controverse maximal auquel peut être exposé une entreprise. L'exposition aux risques extra financiers fournie par Sustainalytics s'échelonne de 0 à 100. Une exposition inférieure à 20 reflète un risque ESG faible voire inexistant. Une exposition entre 20 et 30 est considérée comme moyenne. Une exposition au-dessus de 30 traduit un risque significatif.</p> <p>L'analyse porte ensuite à sur la notation ESG des émetteurs, établie par des fournisseurs de données externes. Une approche Best-in-Univers est appliquée en favorisant les sociétés/émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier au sein de l'univers d'investissement aboutissant ainsi à une réduction de l'univers de départ d'au moins 20% des entreprises de l'univers retenues ayant les notes ESG les plus défavorables. Selon la méthodologie Sustainalytics, plus une note est élevée, plus le risque ESG est important.</p> <p>PERGAM se concentre sur les 80% restant de l'univers pour sélectionner des sociétés dans lesquelles le portefeuille pourra investir et regarde indépendamment les critères environnementaux, sociaux et gouvernementaux.</p>	<p>d'exclusion qui est disponible sur son site internet www.pergam.net.</p> <p>PERGAM exclut par ailleurs du champ d'investissement les entreprises les plus controversées dans le cadre de sa sélection des notations ESG des entreprises. Le suivi des controverses est également réalisé en permanence sur les valeurs du portefeuille.</p> <p>Une approche « best in universe » est ainsi appliquée en favorisant les émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier au sein de l'univers d'investissement aboutissant à une réduction de l'univers de départ d'au moins 20% des émetteurs ayant les notes ESG les plus défavorables.</p> <p>Des précisions complémentaires sur l'analyse extra-financière de la société de gestion, dont les critères ESG et les politiques d'engagement, sont disponibles sur le site internet www.pergam.net.</p>
--	---	---

	<p>Pour le critère environnemental, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - engagement à la réduction des émissions de CO2 existe - le contrôle de la performance environnementale de la société <p>Pour le critère social, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liberté et la possibilité d'association du personnel - le taux de rotation du personnel <p>Pour le critère de gouvernance, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le niveau d'indépendance du board - le taux de femme au board <p>A cette analyse, s'ajoute une étude des rapports annuels et des rapports extra-financiers lorsqu'ils sont disponibles. Les discussions et meetings avec les directeurs financiers des entreprises ou les personnes en charge des relations avec les investisseurs sont également des moments que nous utilisons pour poser des questions sur des sujets extra-financiers et également proposer et pousser des entreprises à adopter et mettre en place la publication de certaines données extra-financières. Les visites de sites ou encore les meetings avec les analystes sont également des moments clés dans la récolte et l'appréhension des efforts liés aux critères ESG d'une entreprise.</p> <p>PERGAM est par ailleurs accompagnée dans le cadre de la gestion du compartiment Lauxera HealthTech d'un conseiller qui possède une connaissance approfondie des entreprises sélectionnées (liens et communication en direct) et qui a la volonté d'influer sur l'exécution et la communication des engagements ESG des entreprises dans lesquelles le Compartiment est investi.</p> <p>Une attention particulière est également portée à l'analyse du capital humain et de la gouvernance d'entreprise.</p> <p>La part des émetteurs en portefeuille faisant l'objet d'une analyse extra-</p>	
--	---	--

	<p>financière est de 90% minimum de l'actif net.</p> <p>L'approche ESG repose sur une analyse quantitative et qualitative des pratiques environnementales, sociales et de la gouvernance des valeurs dans lesquelles elle est investie. Les principales limites de cette analyse reposent sur la qualité et la disponibilité de l'information disponible. En effet, les données ESG ne sont pas encore standardisées, et notre analyse se fonde in fine sur des données qualitatives et quantitatives communiquées par les entreprises elles-mêmes, dont certaines peuvent encore être parcellaires et hétérogènes.</p> <p>Un rapport périodique relatif aux caractéristiques extra-financières est tenue à disposition des investisseurs.</p> <p>Pour toute information complémentaire veuillez-vous référer à la politique ESG présente sur notre site internet www.pergam.net</p>	
Les actions	Le degré d'exposition du compartiment au risque action est compris entre 60% et 100% (110% en cas de recours à l'emprunt d'espèces).	Le degré d'exposition du compartiment au risque action est compris entre 60% et 110%.
Instruments financiers dérivés	L'exposition globale (titres en direct et instruments à terme) ne pourra excéder 100% de l'actif net (110% en cas de recours à l'emprunt d'espèces).	L'exposition globale (titres en direct et instruments à terme) ne pourra excéder 110% de l'actif net.
Actions nouvelles CS « Clean Shares »		
Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :	<p>Action R : tous souscripteurs</p> <p>Action I : tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux investisseurs institutionnels et aux portefeuilles gérés par la société de gestion.</p>	<p>Action R : tous souscripteurs</p> <p>Action I : tous souscripteurs, plus particulièrement destinée aux investisseurs institutionnels et aux portefeuilles gérés par la société de gestion.</p> <p>Action CS (CSE et CSU) : souscripteurs «contrepartie éligible» au sens de la Directive 2004/39/CE, souscripteurs «investisseur professionnel» au sens de l'article I de l'annexe II de la Directive 2014/65/CE, et tous souscripteurs dans le cadre de services de gestion sous mandat ou de conseil en investissement sur une base indépendante au sens de la</p>

		Directive 2014/65/CE, pour lesquels les fournisseurs de ces services ne sont pas autorisés à accepter, en les conservant, des droits, commissions ou tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire payé ou accordé par la société de gestion ou le commercialisateur du compartiment (actions dites «clean shares»).
Caractéristiques des actions - Possibilité de détention au nominatif pur via le co-centralisateur IZNES		
Modalités de tenue du passif	La tenue du passif est assurée par le dépositaire, ODDO BHF SCA. Il est précisé que l'administration des actions est effectuée en Euroclear France.	La tenue du passif est assurée par le dépositaire, ODDO BHF SCA. Les actions sont admises en Euroclear France et qualifiées d'actions au porteur. Les droits des actionnaires seront représentés par une inscription au compte tenu par le dépositaire central Euroclear France en sous affiliation au nom du conservateur. Les actions peuvent également être émises au nominatif pur. Les droits des actionnaires seront alors uniquement représentés par une inscription au sein du Dispositif d'Enregistrement Electronique Partagé (DEEP) IZNES.
Forme des actions	Actions au porteur.	Actions au porteur ou au nominatif.
Modalités de souscription et de rachat	Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées du lundi au vendredi avant 12 heures (heure de Paris) auprès du dépositaire : ODDO BHF SCA, Société en Commandite par Actions (ci-après le « Dépositaire ») Banque agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, 12, boulevard de la Madeleine 75009 Paris.	Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées du lundi au vendredi avant 12 heures (heure de Paris) auprès : <ul style="list-style-type: none"> • du dépositaire : ODDO BHF SCA, Société en Commandite par Actions (ci-après le « Dépositaire ») Banque agréée par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, 12, boulevard de la Madeleine 75009 Paris ; • ou du co-centralisateur : IZNES 20-22 rue Vernier 75017 Paris, pour les parts à inscrire ou inscrites au nominatif pur au sein du Dispositif d'Enregistrement Electronique Partagé (DEEP) IZNES.
Montant minimum de 1ère souscription des actions de catégorie I		
Catégorie d'actions I (IE et IU)	Montant minimum de souscription 1ère souscription : 10 000 euros (ou USD) minimum	Montant minimum de souscription 1ère souscription : 50 000 euros (ou USD) minimum

Durée de placement recommandée		
	Durée de placement recommandée : supérieure à 7 ans	Durée de placement recommandée : supérieure à 5 ans

Quand ces opérations interviendront-elles ?

Ces modifications entreront en vigueur le 10 janvier 2024 sans qu'aucune intervention de votre part ne soit nécessaire.

Quel est l'impact de ces modifications sur le profil de rendement/risque de votre investissement ?

Modification du profil de rendement/risque : Non

Augmentation du profil de rendement/risque : Non

Augmentation potentielle des frais : Non

Ampleur de l'évolution du profil de rendement/risque : Non significative¹



Quel est l'impact de ces modifications sur votre fiscalité ?

Ces modifications sont sans conséquence fiscale pour les actionnaires. En cas de désaccord avec celles-ci, le rachat sera considéré comme une cession. La fiscalité sera donc fonction de la nature de l'actionnaire et/ou de l'enveloppe dans laquelle il a souscrit les actions compartiments concernés.

Éléments clés à ne pas oublier pour l'investisseur

Ces changements ne sont pas soumis à agrément de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Éléments clés à ne pas oublier pour l'investisseur

Nous vous recommandons de consulter le prospectus ainsi que le Document d'Informations Clés pour l'Investisseur des compartiments de la SICAV PERGAM FUNDS.

Le prospectus et le Document d'Informations Clés pour l'Investisseur de votre Compartiment sont disponibles sur le site internet de la société de gestion : www.pergam.net

Ces documents vous seront adressés gratuitement sur simple demande dans un délai de huit jours ouvrés :

- Auprès de : PERGAM - 28 rue Bayard - 75008 Paris – France
- Par courriel à l'adresse suivante : contact@pergam.net

N'hésitez pas à contacter votre conseiller et rencontrez-le régulièrement pour faire le point sur vos placements et votre situation.

Nous sommes à votre disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez obtenir sur ces opérations.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous accordez et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre respectueuse considération.

¹ Cet indicateur se base sur l'évolution du SRI et l'évolution de l'exposition de l'OPC à une ou plusieurs typologies de risques.